

Questions orales

Le gouvernement canadien a bousillé l'enquête dès le premier jour. La Gendarmerie royale du Canada a été mêlée à une affaire de bandes effacées. Et le Service canadien du renseignement de sécurité s'est empêtré dans une affaire de faux affidavits.

Aujourd'hui, on prétend dans un ouvrage récent que le Service canadien du renseignement de sécurité a mené une enquête approfondie sur un lien possible entre les agents du gouvernement indien et cette explosion.

J'aimerais adresser ma question au premier ministre. Sait-il que le Service canadien du renseignement de sécurité a enquêté sur ce lien?

[Français]

L'hon. Pierre Blais (solliciteur général du Canada et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, je suis conscient de la question de mon collègue, après un long délai comme celui-là. Mais je crois que j'ai déjà informé la Chambre, il y a déjà plusieurs semaines, qu'il y a toujours une investigation criminelle qui est menée par la GRC. Le Commissaire m'en a informé.

Vous connaissez toutes les dimensions de cette affaire, monsieur le Président, et toute nouvelle intervention à ce moment-ci, alors que des investigations criminelles sont menées, et que des causes civiles sont devant les tribunaux. . . malheureusement, il m'apparaît tout à fait inapproprié de commenter davantage de quelque façon que ce soit dans ce cas, monsieur le Président, à ce stade-ci.

[Traduction]

ON DEMANDE UNE COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE

M. John Nunziata (York-Sud—Weston): Monsieur le Président, c'est absurde. Depuis quatre ans, on nous répète la même chose. Le gouvernement ne cesse de dire que l'enquête se poursuit et que des accusations vont être portées sous peu.

Il y a eu une commission royale d'enquête au Canada sur la conduite d'un ministre, Sinclair Stevens. Une autre commission enquête actuellement sur la conduite d'un athlète olympique. Or, il s'agit en l'occurrence du crime le plus laid, le plus horrible de l'histoire du Canada. Et pour une raison quelconque, le gouvernement du Canada refuse de créer une commission royale d'enquête.

Le ministre refuse-t-il de nommer une commission royale d'enquête à cause de la maladresse de son gouvernement, des faux affidavits, des bandes effacées, des avertissements préalables donnés à son gouvernement? Ou est-ce à cause du lien avec le gouvernement indien?

J'aimerais que le premier ministre prenne la parole. Il a l'obligation envers les familles des victimes d'intervenir à la Chambre des communes et de nous dire exactement ce qui se cache derrière l'explosion de l'avion d'Air India.

[Français]

L'hon. Pierre Blais (solliciteur général du Canada et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, ces questions-là ont été soulevées il y a à peine quelques jours devant le Comité permanent. Le Commissaire de la GRC a informé les gens qui étaient présents que plus de trente agents de la GRC actuellement travaillent sur ce cas. Évidemment, c'est très malheureux. Plusieurs personnes sont décédées. Ce genre d'enquête nécessite beaucoup de temps pour rassembler tous les faits.

J'ai été assuré, tant par le Commissaire de la GRC que par le Directeur du Service canadien du renseignement de sécurité, que les deux organismes avaient collaboré, avait mis toute leur énergie pour faire avancer cette enquête, qui progresse.

Malheureusement, il m'apparaît tout à fait inapproprié de ramener ce débat ou de ramener l'enquête au niveau de la Chambre des communes. Monsieur le Président, nous devons laisser la GRC continuer cette enquête. Elle a mis toute l'énergie et toutes les ressources nécessaires et disponibles à cet effet.

* * *

[Traduction]

LES FINANCES

LE RAPPORT DU COMITÉ CONCERNANT LA POLITIQUE MONÉTAIRE

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, la question que je pose au ministre des Finances a trait au rapport concernant la politique monétaire que le Comité des finances a déposé ce matin.

Le ministre sait sans doute que nous en sommes arrivés à un consensus national, puisque par exemple les dix premiers ministres provinciaux, la Conférence canadienne des évêques catholiques, le monde des petites entreprises et celui de l'agriculture, ainsi que le Comité des finances de la Chambre qui compte des députés des trois partis ont déclaré que les taux d'intérêt devaient baisser, et qu'ils devaient baisser dès maintenant.

Des voix: Bravo!

M. Nystrom: Étant donné que le rapport du Comité des finances indique que les compressions monétaires pourraient être trop rigoureuses et d'une durée trop longue, quitte à recommander à la Banque du Canada d'assouplir son attitude en ce qui concerne la politique monétaire, j'aimerais que le ministre des Finances nous dise s'il